

1986, chapitre 8

LOI VALIDANT CERTAINES TRANSACTIONS EFFECTUÉES PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'EXPLORATION MINIÈRE

Projet de loi 82

présenté par M. Raymond Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones

Présenté le 7 mai 1986

Principe adopté le 14 mai 1986

Adopté le 14 mai 1986

Sanctionné le 15 mai 1986

Entrée en vigueur: le 15 mai 1986

Loi modifiée: Aucune



CHAPITRE 8

Loi validant certaines transactions effectuées par la Société québécoise d'exploration minière

[Sanctionnée le 15 mai 1986]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Effet
rétroactif

1. Malgré l'article 21 de la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière (L.R.Q., chapitre S-19), tout contrat de participation conclu par la Société relativement à la réalisation des objets visés dans l'article 3 de cette loi, si ce contrat l'engage pour plus de cinq ans, toute vente par elle de gîtes minéraux, de propriétés minières et d'intérêts dans ces biens autrement que par vente à l'enchère ou par soumissions publiques et toute acquisition ou détention par elle d'actions ou de biens d'une entreprise dans une proportion supérieure à 50 %, signés ou conclus par la Société le ou avant le 7 mai 1986, sont autorisés selon leur forme et teneur et valides, même en l'absence d'autorisation préalable du gouvernement, et ce, avec effet rétroactif à la date conventionnellement prévue pour leur entrée en vigueur.

Entrée en
vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le 15 mai 1986.